

« Il y a treize ans, j'avais dit : "Ministre, jamais !" »

Document waalon PS-CDH a surtout

- La chute du gouvernement wallon PS-CDH a surtout marqué la fin des années Marcourt.
- Pendant deux législatures et demie, l'indéboulonnable socialiste liégeois a géré le portefeuille de l'économie régionale et cornaqué le plan Marshall.

Le chef cab devenu ministre

Jean-Claude Marcourt est né à Awans le 16 octobre 1956. Licencié en droit de l'université de Liège (1979), il rejoint le cabinet ministériel de Willy Claes en 1988 en tant qu'expert pour la sidérurgie. Il entame en 1992 un long parcours de chef de cabinet jusqu'en 2004, quand il devient ministre de l'Économie et de l'Emploi de la Région wallonne dans un gouvernement présidé par Jean-Claude Van Cauwenbergh. Il ne quittera plus le gouvernement wallon jusqu'à ce mois de juillet 2017.

ENTRETIEN

Lorsqu'il reçoit *Le Soir* à son cabinet de Jambes, le jeudi 20 juillet, Jean-Claude Marcourt vient de participer à son dernier gouvernement wallon. Il y siège depuis treize ans. L'entretien achevé, il recevra tous ses collaborateurs. Chaque année avant la Fête nationale, il s'agit de célébrer le début des vacances. Cette fois, toute l'équipe tirera un trait sur une époque politique.

Dans quel état d'esprit vous trouvez-vous ?

Nous sommes plus que jamais au pays du surréalisme. Le seul objectif du président du CDH était de « sortir » le PS. Depuis le 19 juin, l'accent est passé de la gouvernance au socio-économique. Et que disent les acteurs socio-économiques ? Qu'il faut surtout continuer la politique entamée depuis le lancement du plan Marshall ! Où est la logique ? Aujourd'hui, la décision d'un homme a généré une situation inextricable pour les entités fédérées, qui affaiblit les francophones par rapport à la Flandre. Le seul objectif est de sauver un président en grande difficulté dans un parti en grande difficulté.

Diriez-vous que Benoît Lutgen a fait peu de cas de l'intérêt général ?

Oui, cette crise est faite contre l'intérêt des Wallons. Je sais qu'il fallait tirer les leçons des errements de certains individus qui ont été stigmatisés. Mais nous l'avons fait : les fameux comités de secteur ont été supprimés dès le 21 décembre... On ne peut pas dire que le gouvernement a traîné. Nous avons aussi déposé des textes sur la gouvernance qui

auraient pu être votés avant le 21 juillet. Et tout cela s'est arrêté...

Vous sentez-vous trahi par le CDH mais aussi par une partie des vôtres ?

Je me sens trahi par la manière du CDH, nous n'avons reçu aucun avertissement. Mais je suis aussi effondré quand je vois Yvan Mayeur dire qu'il est légitime de prendre de l'argent au Samu-social. Moi aussi, j'ai fondé il y a vingt-cinq ans une ASBL qui s'est occupée de sans-abri. Mais sans rémunération, cela tombe sous le sens. En fait, je suis plus triste que trahi... Il faut dire aux gens que 99 % du personnel politique fait son travail avec dévouement, avec mesure dans les rémunérations, avec probité.

Humainement, quel bilan tirez-vous de ces années ?

C'est une formidable aventure humaine. En interne, avec des gens dévoués, inventifs, compétents, qui parfois ont sacrifié une partie de leur carrière pour collaborer avec moi. Mais aussi en externe. J'ai rencontré des gens que je n'aurais jamais rencontrés. Mais une page se tourne, et mon tempérament, c'est de regarder vers d'autres projets.

Quel est votre regard sur le pouvoir ? A-t-on le sentiment d'être tout-puissant ?

J'ai toujours gardé à l'esprit qu'on n'est pas là pour soi mais pour transformer la société et faire qu'elle corresponde mieux à l'idée qu'on s'en fait. Je crois avoir été suffisamment mesuré pour garder les pieds sur terre et savoir, dès le départ, que tout cela serait éphémère, même si cela a tout de même duré 13 ans. Il y a beaucoup de gens qui pensent qu'on est déconnectés, mais j'ai toujours tenu à faire au moins une fois par semaine les courses de la famille dans un grand magasin. Non pas pour faire joli mais parce que c'est aussi un moment où on rencontre les gens. Je l'ai fait même dans des circonstances difficiles, en constatant que c'est dans les dossiers les plus pénibles que l'humanité s'est manifestée de la manière la plus grande. Quand une entreprise ferme, vous avez beau dire : « J'ai fait tout ce que j'ai pu », celui qui est en face vous répond « Oui, et alors ? » Quand vous êtes socialiste, vous ne pouvez pas faire ce métier sans en être marqué.

S'arrêter à mi-chemin d'une législature, est-ce difficile ?

C'est dommage parce qu'on avait encore plein d'idées et qu'on avait programmé cela sur les cinq ans. Mais nous n'avons pas le monopole de la défense des intérêts de la Wallonie. Personnellement, je

vais prendre un peu de repos, effectuer une césure qui me permettra de penser à autre chose, aux miens notamment. Il y a beaucoup de choses qui sont arrivées dans ma vie. J'étais programmé pour faire des études d'ingénieur civil, j'ai fait le droit, je voulais être avocat et puis j'ai accepté de rentrer dans un cabinet ministériel, j'avais dit : « Ministre, jamais ! », je le suis depuis 13 ans, et cela s'arrête de manière contrainte. Je vais essayer de reconstruire quelque chose pour la décennie à venir.

Vous avez toujours envie de politique ?

Quand vous vivez une trahison comme celle-là, vous vous dites : « A quoi bon ? » D'un autre côté, dans quelque rôle que ce soit, on peut être utile. Dans le mouvement socialiste qui est traversé par des courants, je peux apporter ma pierre à l'édifice. D'autant que sur ce sujet et comme ministre, j'ai toujours considéré que je devais m'imposer une certaine réserve.

Vous pouvez animer la fédération provinciale liégeoise...

En acceptant cette présidence, je devais avoir la prescience de ce qui allait arriver ! C'est une très belle fédération, on a renouvelé nos instances, on a de vrais débats, et au travers du chantier des idées, on va devoir se demander comment réconcilier la solidarité dans une société où l'individualisme est exacerbé. L'idéal socialiste doit garder ses valeurs mais aussi moderniser son discours. Par exemple, vis-à-vis de la robotisation qui va nous obliger à repenser le rapport de l'individu au travail, à mener une réflexion prospective sur la durée du temps de travail, la rémunération. Nous devons aussi réfléchir au déricotage de la Sécu. Ce n'est pas être un dinosaure que de ne pas accepter l'ultralibéralisme pour lequel le statut d'indépendant deviendrait normal pour tout le monde.

A Liège, vous allez être en première ligne face au PTB...

C'est un fameux défi. Nous ne sommes pas ennemis mais adversaires parce que nous n'avons pas la même philosophie politique. C'est un débat que nous aurons à mener, celui de faire valoir en quoi le projet du Parti socialiste est mieux adapté pour répondre à l'attente de l'ensemble de la population wallonne ; et en particulier des plus fragiles.

Redoutez-vous de subir le sort du PS français ?

Nous n'avons rien à voir avec le PS français. Nous sommes un parti de masse,

c'est un parti d'élites. La lecture de l'action politique du gouvernement socialiste français était pour moi devenue impossible, alors que je suis pourtant considéré comme un pragmatique : je n'ai pas du tout compris quelle était leur stratégie. De plus, la Wallonie a une his-

toire totalement différente de la France, ce sont nos amis mais nous n'avons pas la même culture qu'eux. Leur parler de modèle rhénan ou mosan, c'est leur chanter Malbrough ! Nous avons des difficultés, les sondages sont là pour l'illustrer, mais nous devons nous re-

mettre en ordre de marche pour aller devant nos concitoyens.

Vous êtes confiant pour l'avenir du PS ?
Celui qui est découragé, qu'il change de métier ! ■

Propos recueillis par
ERIC DEFFET

économie « Le plan Marshall est un modèle de bonne gouvernance »

En économie, la bonne gouvernance, ça compte aussi ?

C'est essentiel. Je l'ai mise en place dans le cadre du plan Marshall avec l'évaluation systématique et les jurys indépendants pour les pôles de compétitivité. Les dossiers ne sont pas traités en fonction d'une quelconque proximité politique, mais bien par rapport à leur input et à leur capacité de développement pour notre région.

Iriez-vous jusqu'à dire que le plan Marshall est un modèle de bonne gouvernance ?

Tout à fait ! Nous avons aussi appliqué ce modèle à la recherche : évaluation et jury indépendant, là aussi... Voilà une nouvelle manière d'envisager l'action publique. Ce modèle pourrait être appliqué à bien d'autres politiques, par exemple à notre enseignement.

Vous avez défendu le projet Nethys. S'agit-il d'un exemple en matière d'action publique ? Le projet est-il affaibli ?

Il est évident que mettre une entreprise dans une telle tourmente a des effets négatifs. Mais c'est un dégât collatéral. Ce qui est important, c'est de constater qu'un modèle existe et qu'il a fonctionné sur la base d'un consensus. Je ne parle pas ici des dérives, bien sûr... Le prochain gouvernement devra se prononcer sur l'évolution la plus adéquate pour maintenir la dynamique et l'emploi.

Stéphane Moreau doit-il rester en place ?

Aux organes de décider. Les politiques fixent un cadre, à ceux qui sont à la manœuvre d'assumer leurs responsabilités.

Dressons le bilan de ces 13 ans.

En 2004, vous arrivez au gouvernement et on ne parlait pas de numérique...

La Wallonie a-t-elle changé ?

Depuis le diagnostic d'André Renard en 1960, on avait fait très peu pour la Wallonie, on l'a même laissée décliner économiquement. Il faudra attendre 1992 avec l'Objectif 1, puis cette prise de conscience en 1999 avec le Contrat d'avenir qui restait encore très littéraire. En 2005 vient le plan Marshall qui a comme volonté de transformer la société avec des objectifs précis, un budget et des priorités. Le premier constat était que la base industrielle de la Wallonie devait évoluer. La rupture est là : les pôles de compétitivité, c'est-à-dire affirmer que dans certains secteurs, nous sommes des compétiteurs européens et mondiaux.

La Wallonie n'est plus la même, mais les indicateurs n'ont pas bougé depuis

dix ans : taux d'emploi, chômage, PIB par habitant... Les effets positifs seront-ils récupérés par votre successeur ?

La littérature économique dit qu'une ré- forme comme celle-là prend 15 à 20 ans. Nous en sommes à 13... Et on s'est pris la plus grande crise économique depuis la Deuxième Guerre mondiale, en 2008. Malgré cela, non seulement la Wallonie résiste, mais elle progresse. Le chômage baisse depuis quatre ans, donc bien avant l'arrivée du gouvernement Michel au fédéral. La FN engage, la Sonaca était en quasi-faillite en 2009 et aujourd'hui, elle est capable d'acquiescer une société de même taille aux Etats-Unis. Et puis, c'est très important, on a changé la mentalité dans notre région.

Chez les entrepreneurs ?

Oui, il y avait une forme de désabusement. Avec le plan numérique, l'économie circulaire ou Creative Wallonia, nous avons vivifié les choses. Je soutiens le premier laboratoire d'aide aux start-up pour les étudiants et les jeunes diplômés à Liège. Ils croyaient rassembler quelques projets et en 18 mois, ils en ont eu 240 ! L'esprit d'entreprendre s'améliore donc. En Wallonie, il y a un paradoxe : on n'aime ni le succès ni l'échec. Un grand succès génère des jalousies, un échec fait de vous un... con. Eh bien, non ! Il est inhérent à l'entreprise de pouvoir rencontrer l'échec.

Cet éloge de l'entrepreneuriat, ce regard positif, c'est une vision très libérale...

Non, parce que je suis contre le système capitaliste. Mais je suis pour l'entreprise, et aussi pour la redistribution des richesses et l'égalité, en tant que socialiste. L'entrepreneur est fondamental. Il ne faut pas confondre le capitalisme où l'accumulation de richesses est un but en soi et le modèle économique de l'entreprise. Moi, j'ai ramené l'économie sociale dans la sphère économique...

Donc vous vous opposez à tous ceux qui disent qu'en Wallonie, rien ne va...

Je ne dis pas que tout est résolu, loin de là. Mais je dis que nous sommes sur un chemin qui permet d'envisager mieux l'avenir. Que nous manque-t-il ? L'enseignement... J'ai toujours prôné sa régionalisation. Ce qui a manqué à ce gouvernement, c'est la capacité d'articuler son enseignement sur son territoire.

La Wallonie et l'enseignement, cela

restera un de vos combats à l'avenir ?

Bien entendu ! La Wallonie mérite d'être aimée pour elle-même, ce qui n'empêche pas de vraies solidarités avec Bruxelles et de vrais contacts avec la Flandre.

L'enseignement est la clé. Le pacte d'excellence est intéressant, mais il doit s'appuyer sur les enseignants, leur adhésion. Avec le plan Marshall, nous avons établi un cadre, mais il fallait le soutien du monde économique, des syndicats, des travailleurs et des chercheurs, sinon c'était peine perdue. Je crois que c'est la même chose avec l'école : faute d'adhésion, ça ne marchera pas.

L'adhésion d'accord, mais du coup, il y a peu de critiques...

Il y a les journalistes ! Mais je dis moi-même que plein de choses peuvent être améliorées. D'ailleurs entre les versions du plan Marshall, nous avons chaque fois fait évoluer les choses.

Vous avez cité en exemples des entreprises à capitaux publics comme la FN, la Sonaca. Craignez-vous leur privatisation par la nouvelle majorité ?

Jose croire que ceux qui arriveront seront pragmatiques et regarderont l'intérêt à long terme de l'entreprise et pas seulement l'intérêt financier. Prenons le cas d'Ethias : quand je défends les centres de décision, ce n'est pas pour le plaisir mais parce que je ne crois pas au capitalisme sympathique.

Mais vous laissez aussi partir des entreprises. Ogeda, par exemple, dans le

secteur des biotechs, pour 800 millions au japonais Astellas...

C'est davantage une réussite qu'un échec. Cela prouve que nous sommes capables de développer un projet au départ de la Wallonie pour en faire quelque chose de très important.

A l'étranger, le regard sur la Wallonie a-t-il changé ?

Fondamentalement. Nous sommes reconnus comme une des régions les plus importantes au monde dans les biotechs, et il n'y a que les Wallons qui ne le savent pas. C'est la logique des écosystèmes dont le contre-exemple est Caterpillar, une des rares entreprises qui est entrée dans les pôles de compétitivité et en est sortie sur injonction directe de son QG américain : « Vous êtes là pour assembler, pas pour penser. » Cela l'a rendue extrêmement fragile. Par contre, si vous dites à l'entreprise qui vient s'installer qu'elle va avoir des universités,

des centres de recherche, des centres de formation, d'autres entreprises dans le même secteur avec lesquelles elle pourra collaborer, vous l'ancrez de manière beaucoup plus forte dans le paysage et le risque de délocalisation est plus faible. ■

Propos recueillis par
E.D.

analyse Un pragmatique libéralo-compatible

Du haut de ses treize années de présence au gouvernement wallon, Jean-Claude Marcourt a marqué l'histoire de la Région et de son économie. Il fut en définitive le trait d'union entre plusieurs ministres-présidents, d'Elio Di Rupo à Paul Magnette. Sans doute a-t-il imaginé un jour s'installer lui aussi à l'Elysette. Mais comme vice-Premier, en charge aussi de matières comme l'emploi ou la recherche, affublé parfois d'une seconde casquette à la Fédération Wallonie-Bruxelles qui lui donnait plus de poids encore, le Liégeois s'est imposé comme l'homme fort de ce début de siècle à l'échelle de la Wallonie.

Avec Di Rupo, il peut être considéré comme le père du plan Marshall. Il en fut ensuite le tuteur voire le parrain. Personne ne conteste le rôle qui fut le sien pour porter les pôles de compétitivité sur les fonts baptismaux et donc pour rapprocher le monde de l'entreprise de celui de l'enseignement. Ces six pôles rassemblent désormais 930 entreprises, dont 78 % de PME, dans des secteurs d'activité qui sont l'avenir de la Wallonie. Depuis les bancs de l'opposition, le MR a salué le bilan : « *Nous avons soutenu le plan Marshall. Jean-Claude Marcourt a bien fait le job, à l'abri des idéologies. C'est un pragmatique* », résume Jean-Luc Crucke.

Récemment, le magazine économique *Trends Tendances* résumait le sentiment du banc patronal à l'égard du ministre de l'Économie : « *Les patrons wallons ont apprécié la politique de Marcourt. Ils craignent le détricotage du plan Marshall.* » L'entrepreneur Pierre Rion, Wallon de l'année et président du Conseil numérique de la Wallonie, ajoutait : « *Si demain un ministre libéral vient, il ne devra rien révolutionner. Il faut travailler dans la continuité.* » Quel plus bel hommage pour un ministre sortant, à l'heure du bilan ?

« Un type brillant »

Au-delà de convictions personnelles solidement ancrées, Jean-Claude Marcourt porte l'entreprise et les entrepreneurs dans son cœur. Ce qui fait de lui un incontestable libéralo-compatible. Pour Pierre-Yves Jeholet par exemple, « *il compte parmi ces socialistes avec lesquels le MR pourrait parfaitement tra-*

vailler ». Jean-Luc Crucke garde le souvenir d'une visite ministérielle dans son fief de Frasnes-lez-Anvaing : « *Nous avons eu une longue conversation au-delà des clivages politiques traditionnels. J'aurais pu m'entendre avec lui. C'est un type brillant.* »

Brillant ? Le qualificatif traverse tous les commentaires à propos de l'élu liégeois. A la tête de plusieurs cabinets ministériels (Mathot, Anselme, Van Cau, Di Rupo, Onkelinx, excusez du peu), Jean-Claude Marcourt a pris le temps d'apprendre son métier et de se créer un réseau professionnel impressionnant.

Un de ses ex-patrons dresse un portrait dithyrambique : « *Il est animé par une démarche intellectuelle naturelle pour comprendre le monde de l'entreprise. Il a aussi su s'entourer de gens très performants. C'est simple : il a une réponse à tout sur-le-champ. Jean-Claude Marcourt est aussi très contemporain sur des questions comme le numérique ou la valorisation du capital humain. Il n'y a pas de doute : il restera comme le principal artisan du redressement et de la reconversion de la Wallonie.* »

Au fil du temps et fort d'une incontestable maîtrise de ses dossiers, le ministre PS s'est aussi constitué une « bulle de pouvoir » au sein des exécutifs qu'il a fréquentés. L'âpreté en négociations et la détermination à défendre ses convictions ont parfois rendu rigides ses rapports avec ses collègues. En commission d'enquête sur Publifin, l'ex-ministre Ecolo Jean-Marc Nollet a expliqué avec quelle intensité Jean-Claude Marcourt s'était fait l'avocat de Tecteo et de ses développements lors des conseils des ministres entre 2009 et 2014. Dur mais honnête, soulignait toutefois Nollet avec humour : « *Ces interventions n'étaient ni illégales ni même illégitimes de sa part. Le climat était tendu, mais il n'y a eu aucune pression physique. Il n'est pas venu me voir avec un flingue !* » Mais chacun le sait : bien utilisés, les mots ou les attitudes peuvent être des armes et le Liégeois s'en sert à la perfection.

De nombreux députés régionaux ont fait la cruelle expérience d'un échange parlementaire avec le ministre. Sur les bancs de l'assemblée, Marcourt semble s'ennuyer, perdre son temps. Sa réponse livrée, alors que l'élu ose une ultime réplique, il a déjà plié bagage. En perma-

nence sur la réserve, il se retranche derrière la confidentialité qui sied aux milieux économiques. Il préfère à n'en pas douter une réunion stratégique dans la discrétion de son cabinet aux envolées publiques. Ce qui a fini par lui tailler le costume d'un ministre volontiers florentin, habile et discret, mais aussi manipulateur s'il le faut.

« C'est un Liégeois »

Un de ses proches au PS ne nie pas cette évidence : « *Ce n'est pas un tribun, il déteste le pathos. Il est toujours sur la réserve, ce qui est le propre d'un chef de cabinet qui a en outre mis du temps à se faire élire député, alors qu'il était déjà ministre. C'est un homme déterminé et fidèle, mais je dirais qu'il a le charisme du cercle restreint, du petit comité. Autre caractéristique : il bouge avec la lenteur que nécessitent les certitudes. Il n'est pas du genre à s'avancer à la légère.* »

Le ministre sortant a vécu douloureusement le scandale Publifin et tous ses développements. Les erreurs et les fautes resteront longtemps comme une blessure profonde. Le modèle de l'entreprise publique auquel il croit a été entaché par les comportements de quelques-uns, dont certains affichaient les mêmes convictions socialistes que lui.

Mais surtout, Jean-Claude Marcourt souffre de voir Liège et sa région entachées par cette affaire qui lui aura coûté son portefeuille ministériel. Car on ne peut évoquer l'histoire de ce Liégeois sans parler de Liège. Un amour qui a parfois viré à l'aveuglement selon certains adversaires : « *Dans le dossier Nethys, il a manqué d'audace et de fermeté, assure un membre de la commission d'enquête. C'est quand il a compris qu'il pouvait lui aussi être concerné qu'il a changé d'attitude et pris ses distances.* »

Il faut sans doute avoir ses racines profondément ancrées dans la Cité ardente pour comprendre ce réflexe principalitaire qui anime les gens de là-bas : « *Les Liégeois ne sont pas des médiocres, loin de là, résume un proche. Mais pour les politiques liégeois, tous partis confondus, rien n'est trop beau, trop grand ou trop cher pour Liège. C'est très vrai pour Jean-Claude. Avec lui, il faut toujours avoir cela à l'esprit.* » ■

E.D.